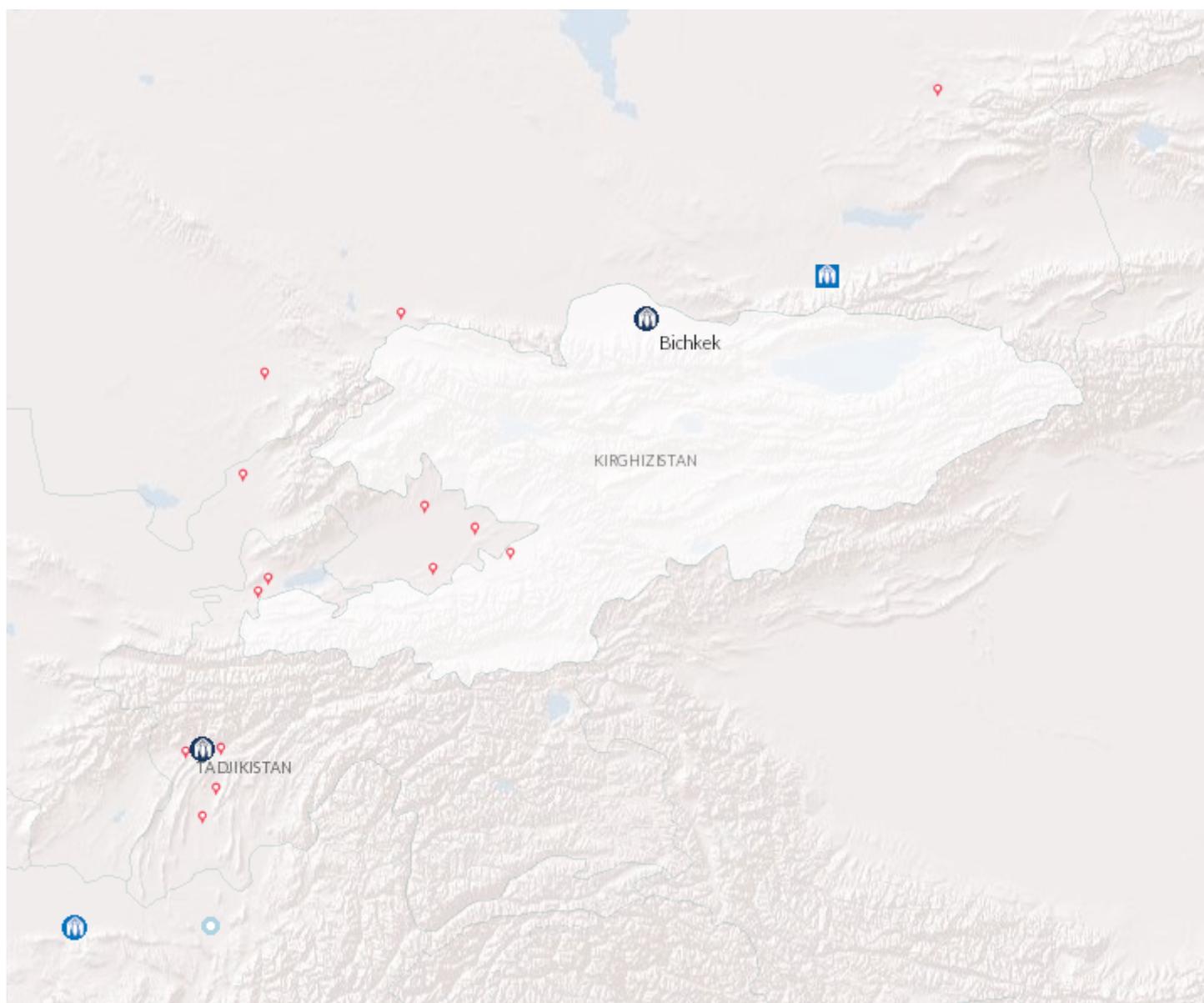


## Opération: Kirghizistan



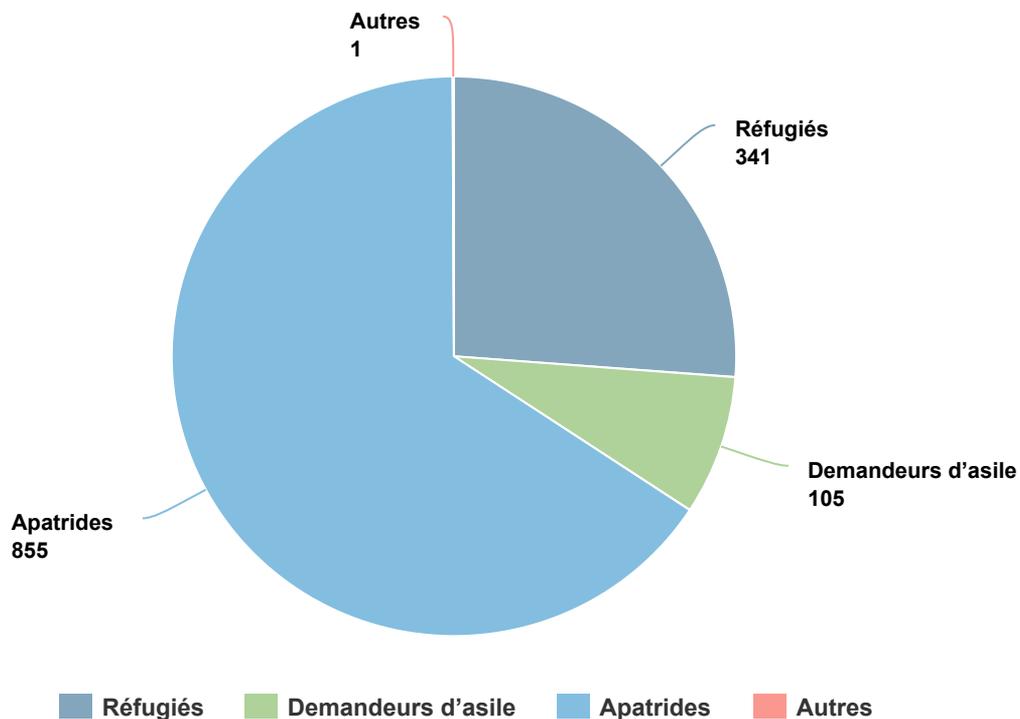
## Personnes relevant de la compétence du HCR

- 53% EN 2017

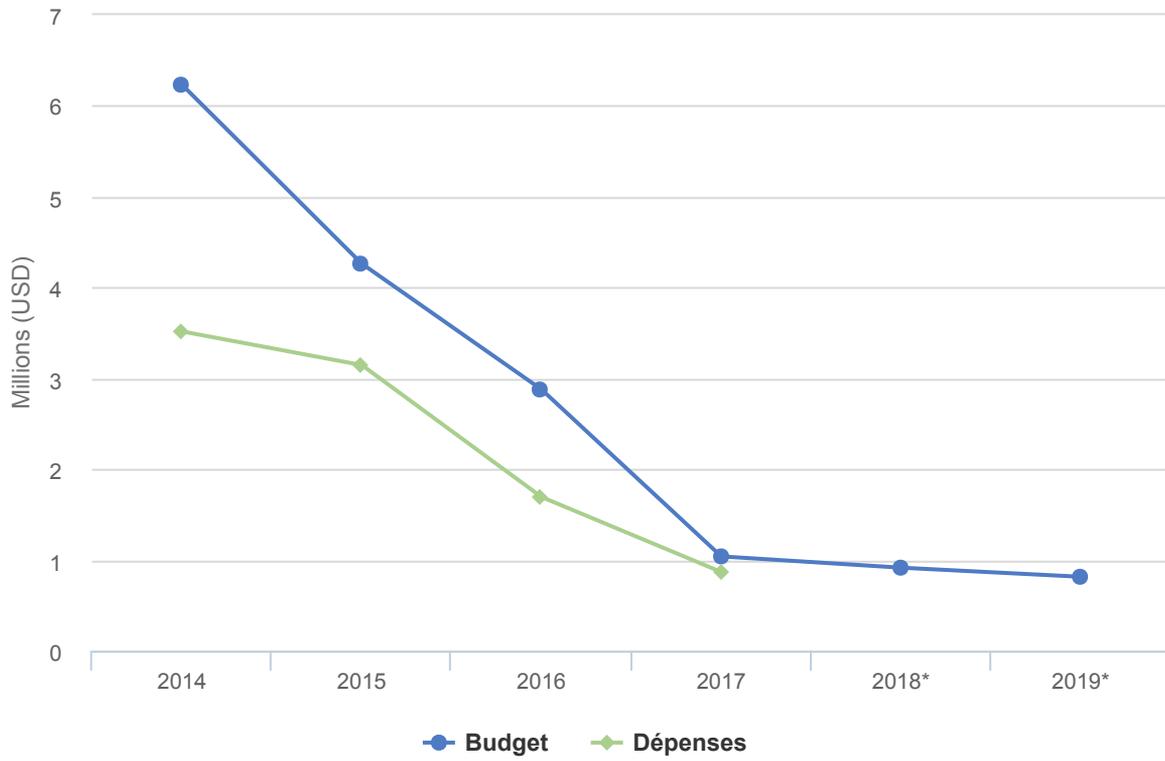
---

<b>2017</b>	1,302
<b>2016</b>	2,793
<b>2015</b>	9,630

---



## Budgets et Dépenses - Kirghizistan



## Environnement opérationnel

Alors qu'elle connaît une période de transition vers un système parlementaire et qu'elle a tenu ses dernières élections présidentielles en 2017, la République kirghize a entrepris des réformes des services de l'État dans les domaines de la sécurité, de la réduction de la pauvreté, des infrastructures et de l'économie. Ce processus s'accompagne de modifications législatives, notamment d'amendements portant sur la citoyenneté et l'état civil.

Les changements au sein de l'élite dirigeante en Ouzbékistan et l'amélioration de la coopération qui s'en est suivie dans les domaines de la sécurité, de la délimitation des frontières, du commerce, de l'eau et de l'ouverture de points de passage frontaliers ont réduit le risque de conflit dans le sud du Kirghizistan. En parallèle, l'harmonisation des réglementations du Kirghizistan avec les alliances politiques, sécuritaires et économiques régionales – comme l'Organisation du traité de sécurité collective, l'Organisation de coopération de Shanghai et l'Union économique eurasiatique – est en cours, ce qui contribue également à renforcer les relations du pays avec ses alliés.

Les conflits actuels en Afghanistan et au Moyen-Orient, les préoccupations liées à l'extrémisme et la crainte des abus du système d'asile ont conduit à un durcissement des contrôles par le gouvernement et à la révision de ses politiques de migration et d'asile. Certaines modifications législatives (par exemple, la loi sur la citoyenneté, la loi sur les étrangers et sur les documents d'état civil) peuvent affecter directement ou indirectement non seulement l'accès à l'asile, l'espace de protection et l'intégration locale, mais aussi la prévention de l'apatridie.

En 2019, le HCR renforcera son partenariat de longue date avec les autorités étatiques, ainsi que ses relations avec le Bureau du Médiateur sur les questions relatives aux réfugiés sous mandat. Il s'appuiera sur la Stratégie conjointe avec l'UNICEF et renforcera la Coalition mondiale sur le droit de chaque enfant à la nationalité. Il coopérera également plus étroitement avec le Parlement pour améliorer la législation sur l'enregistrement des naissances.

Le HCR s'engagera dans de nouvelles campagnes de sensibilisation, participera régulièrement à des forums avec des ONG et impliquera davantage de membres de la société civile dans les questions relatives à l'asile et à l'apatridie.

## Priorités clés

Conformément à ses priorités stratégiques mondiales et régionales, en 2019 le HCR articulera ses interventions autour de trois objectifs fondamentaux :

- Aider le gouvernement à améliorer son système national d'asile
- Trouver des solutions et des voies adaptées pour parvenir à des solutions afin de répondre aux situations individuelles des personnes relevant de la compétence du HCR
- Renforcer les mesures visant à prévenir l'apatridie.

## Indicateurs clés pour 2019

- 55% des personnes relevant de la compétence du HCR ayant opté pour l'intégration locale seront intégrées
- 35 foyers relevant de la compétence du HCR bénéficieront d'aides en espèces pour satisfaire leurs besoins de base
- 30 interventions de plaidoyer seront réalisées pour mettre la législation en conformité avec le droit international en matière de prévention de l'apatridie

---